ASSEMBLÉE NATIONALE

20 septembre 2016

TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET MODERNISATION DE LA VIE
ÉCONOMIQUE - (N° 3939)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL112

présenté par

M. Colas, rapporteur pour avis au nom de la commission des finances, M. Sansu, M. Jean-Louis Dumont, M. Muet, M. Grandguillaume, M. Hammadi, M. Terrasse, M. Guillaume Bachelay, M. Fauré, M. Galut, M. Emmanuelli, M. Olivier Faure, Mme Filippetti, M. Cherki, Mme Rabin, M. Buisine, Mme Dalloz et M. Lassalle

ARTICLE 29 BIS B

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« III (*nouveau*). – Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 313-30 du code de la consommation, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation sont remplacés par deux alinéas ainsi rédigés :

« Au-delà de la période de douze mois susmentionnée, l'emprunteur peut résilier le contrat tous les ans tel que mentionné dans l'article L. 113-12 du code des assurances ou au deuxième alinéa de l'article L. 221-10 du code de la mutualité et procéder à sa substitution dans les mêmes conditions que prévues au premier alinéa du présent article. Toute clause contraire est réputée non écrite.

« Toute décision de refus doit être motivée. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à étendre au-delà des douze mois la faculté de substitution de l'assurance emprunteur. Il s'agit de pouvoir substituer son contrat d'assurance lorsque la couverture initiale à la situation de l'emprunteur.